

Vingt ans après, la canicule de 2003 reste la plus sévère qu'ait connue la France, même si des records de chaleur sont encore tombés dans le sud du pays, mardi 18 juillet.

Sur le plan sanitaire, une prise de conscience a eu lieu, en particulier concernant les personnes âgées, mais la prévention doit être revue, selon les acteurs de terrain.

En matière d'urbanisme en revanche, l'évolution est beaucoup plus lente et la question de l'adaptation des villes peine à s'imposer dans le débat politique.

# Après le choc de 2003, la prise de conscience

— La canicule de 2003, qui a fait 15000 victimes surtout chez les personnes âgées, a permis de prendre conscience des risques de la chaleur pour les aînés.

— Alors qu'une vague de chaleur frappe le sud de la France, médecins et associations veulent actualiser les mesures de prévention.

Vingt ans se sont écoulés, et pourtant à chaque fois que le professeur Jean-Louis San Marco se remémore l'été 2003, l'émotion le submerge. « *Tous ces morts qui auraient pu être évités, cela ne m'a jamais lâché* », confie l'ancien chef de service de médecine interne à l'hôpital de la Timone, à Marseille. Entre le 1<sup>er</sup> et le 15 août, 15 000 personnes ont été emportées, la plupart âgées de 70 ans et plus.

À l'époque, on n'imagine pas qu'une vague de chaleur, même intense, puisse tuer, et surtout pas en de telles proportions. « *Un week-end, on a vu arriver deux fois plus de malades que d'habitude, dont les trois quarts sont morts dans les heures qui ont suivi*, se souvient Jean-Louis San Marco. *Comme ils avaient tous 40 de fièvre, on a d'abord pensé à la légionellose, et puis on a compris : ce qui tuait ces gens, c'était la chaleur.* »

Dans le Gard, Météo France relève 44,1 °C le 12 août 2003, un record historique. À Paris, il faut supporter 35 °C pendant neuf jours d'affilée. C'est d'abord par sa durée que la canicule a surpris : deux longues semaines durant lesquelles le mercure n'est pas descendu, épuisant les organismes des plus fragiles. Les urgences des hôpitaux sont rapidement submergées et les Français découvrent à la télévision un certain Patrick Pelloux, jeune urgentiste alertant sur la gravité de la situation et se désespérant du silence de l'État.

« *Les autorités ont été complètement dépassées par une situa-*



À l'Ehpad Saint-Joseph de Nantes (Loire-Atlantique), en juin 2022. Depuis 2003, le secteur du grand âge a su se réorganiser et s'équiper pour affronter les épisodes de chaleur. Thomas Louapre/Divergence

tion qui était inédite», rembobine Yann Lasnier, délégué général des petits frères des Pauvres, depuis très impliqué dans la prévention contre les vagues de chaleur. « *On se souvient tous du polo noir du ministre de la santé, Jean-François Mattei, affirmant depuis sa maison de vacances que tout allait bien.* » Jean-Louis San Marco, lui, enrage encore de « *l'effet moisson* » évoqué par certains responsables, façon de dire que ces « *vieux* » seraient de toute façon décédés dans les semaines ou mois à venir...

« *On a fait face comme dans une période de guerre. Climatiseurs, ventilateurs, personnels, on manquait de tout.* »

Passé les justifications et les excuses plus ou moins adroites, « *l'État a réagi vite et fort* », juge aujourd'hui Yann Lasnier. Dès l'année suivante, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin annonce la création de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, financée par une journée supplémentaire de travail, le lundi de Pentecôte. Le premier « *plan national canicule* » voit le jour, tandis que les maisons de retraite, dorénavant tenues d'avoir une salle climatisée, se dotent de « *plans bleus* » permet-

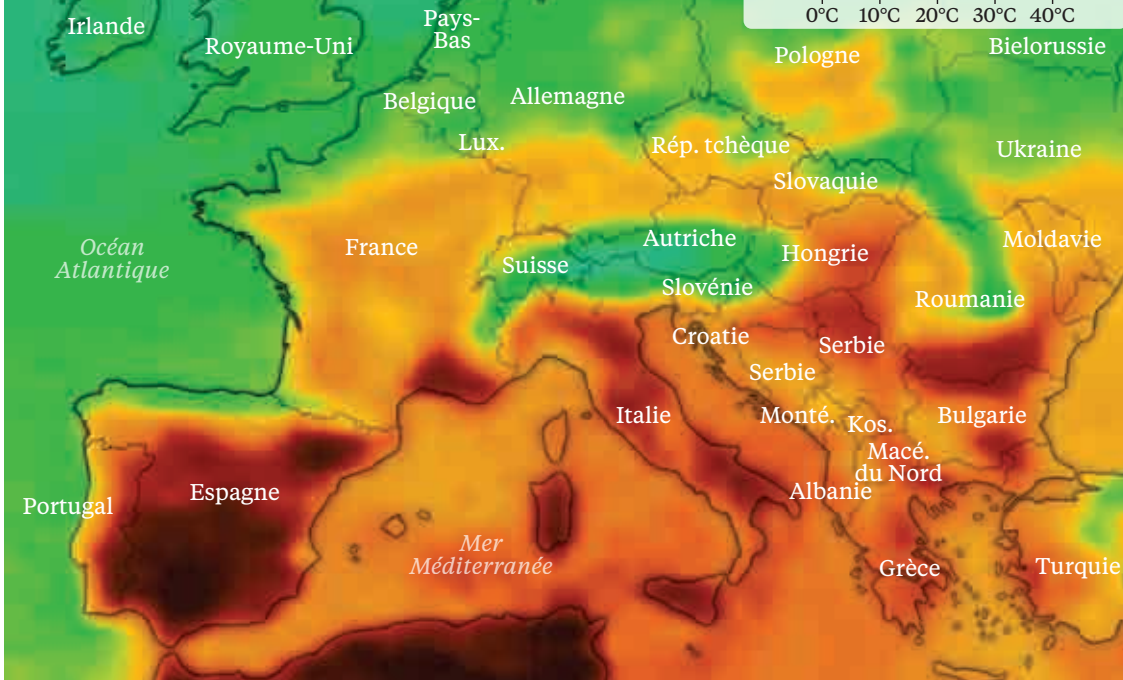
tant de déclencher une cellule de crise en cas de fortes chaleurs.

Dans ces établissements, eux aussi durement éprouvés, la canicule de 2003 a été un électrochoc. « *On a fait face comme dans une période de guerre. Climatiseurs, ventilateurs, personnels, on manquait de tout* », se souvient Nathalie Frappier, déjà cadre de santé pour la résidence de l'Abbaye en 2003, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). Les équipes ne disposant pas du matériel nécessaire, il a fallu improviser. Les cintres ne portaient plus les ●●●



## Vague de chaleur sur l'Europe

Mercredi 19 juillet 2023



Source : Windy

VISACTU pour LA CROIX

●●● vêtements des résidents, mais des perfusions chargées de les réhydrater...

Un spectacle unimaginable aujourd'hui, alors qu'une vague de chaleur frappe le sud de la France depuis quelques jours, assurent les principaux acteurs du secteur du grand âge. « On fait des réunions dès le mois de mai, les personnels sont informés, mais ils appréhendent malgré tout ces périodes de chaleur qui sont aussi très difficiles pour eux physiquement », souligne Nathalie Frappier. « L'État nous donne des recommandations mais pas les moyens de les suivre », ajoute Pascal Champvert, président de l'AD-PA et directeur de la résidence de l'Abbaye. « On est toujours à un ratio d'à peine six professionnels pour dix résidents alors qu'on devrait être à huit. »

Yann Lasnier est plus inquiet encore pour les personnes âgées qui vivent seules chez elles. « En 2003, le sujet, c'était d'équiper les Ehpad ; aujourd'hui, c'est d'adapter les logements. Plus de 80 % des 70 ans et plus vivent à domicile », rappelle-t-il. Eux aussi créés au lendemain de l'épisode de 2003, les Registres de personnes vulnérables – les fameuses « listes canicule » – permettent de prendre des nouvelles des citoyens les plus fragiles, mais le dispositif est « encore

balbutiant, estime le délégué général des petits frères des Pauvres. Non seulement, le repérage des personnes à risques reste compliqué, mais les associations reconnues d'utilité publique comme la nôtre n'ont pas accès à ces listes en raison du Règlement général sur la protection des données », regrette-t-il, tout en reconnaissant la nécessité de respecter les libertés fondamentales.

Comme beaucoup d'acteurs de terrain, c'est à une « refondation » de la politique de prévention qu'il appelle. « Les canicules ne sont plus un phénomène exceptionnel, or les messages n'ont pas été actualisés depuis des années. Mêmes mots, mêmes images... », déplore Jean-Louis San Marco. Résultat, on meurt encore de la chaleur : selon Santé publique France, elle a tué 33 000 personnes en France depuis 2014. À lui seul, l'été 2022 et ses températures records ont fait 5 000 victimes dans l'Hexagone d'après une étude parue le 10 juillet dans *Nature Medicine*.

« 5 000 morts de trop ! », s'emporte Jean-Louis San Marco, pour qui certaines leçons n'ont pas encore été assimilées. « En plus d'être une bagarre sans nom, faire boire un demi-litre d'eau à un vieux qui n'a pas soif, c'est risquer de le noyer, car il n'est pas en capacité d'élimi-

ner toute cette eau ! » Pour rafraîchir les organismes, le médecin martèle le même conseil depuis des années : mouiller les avant-bras des personnes âgées avec un brumisateur et faire s'évaporer l'eau en allumant un ventilateur.

### L'été 2022 et ses températures records ont fait 5 000 victimes dans l'Hexagone.

Agnès Ricard-Hibon, porte-parole de la Société française de médecine d'urgence, pointe un autre risque encore méconnu du grand public : la décompensation de maladies chroniques, qui envoie chaque été des dizaines de sujets âgés aux urgences. « Quand l'hypertension ou l'insuffisance cardiaque nécessitent un traitement spécifique, ce dernier doit être réajusté car la chaleur a des conséquences sur le foie et sur le rein », explique la cheffe du Samu du Val-d'Oise.

Pour elle, la surmortalité enregistrée en 2022 résulte aussi de la difficulté d'accès aux soins. « Les urgences restent l'ultime recours pendant l'été, quand les cabinets médicaux sont fermés. Comme il n'y a pas de lits d'hospitalisation disponibles, ni de solution d'accueil médico-social, les personnes âgées qui nous arrivent se retrouvent sur des brancards. » Avec une perte de chances bien réelle pour les patients : selon une étude révélée en juin lors du Congrès des urgences, les plus de 75 ans contraints de passer une nuit sur un brancard ont 46 % de risques supplémentaires de décéder dans les trente jours suivants. « On a fermé tout le pays pour protéger les aînés du Covid. Et aujourd'hui, on tolérerait ça ? » Jeanne Ferney et Margo Magny

À la même échéance, 10 à 20 nuits tropicales – quand la température ne redescend pas en deçà de 20 °C – en plus pourraient être enregistrées sur la moitié nord de la France, et jusqu'à 50 nuits sur les régions méditerranéennes.

Parmi les populations vulnérables à la chaleur figurent les personnes âgées, les nourrissons, les enfants, les travailleurs à l'extérieur ou exposés à la chaleur en intérieur, les personnes précaires, handicapées ou souffrant de maladies chroniques.

## Les métropoles tardent à s'adapter

— La canicule de 2003 n'a pas marqué de tournant en matière d'adaptation des métropoles à la chaleur.

— Il a fallu attendre leur multiplication ces dernières années pour que la question émerge politiquement.

Les résidents de l'Île-de-France ont été particulièrement frappés par la canicule de 2003 : sur les 15 000 morts, un sur trois habitait dans cette région, la plus urbanisée du pays. Véritable électrochoc en matière sanitaire, ce tragique épisode n'a pourtant provoqué aucun débat sur les risques de la chaleur en milieu urbain. « La question de l'urbanisme était absente des discussions parce que cette canicule a été analysée comme une crise sanitaire et non comme un résultat de la crise climatique », raconte la géographe Magali Reghezza-Zitt, membre du Haut Conseil pour le climat. Il faudra attendre ces dernières années pour que les villes se penchent sur la question de l'adaptation à la chaleur.

Après 2003, les scientifiques ont toutefois commencé à se pencher sur l'effet d'îlot de chaleur urbain, phénomène lié au bitume qui provoque une élévation de température pouvant aller jusqu'à 10 °C, et en freine la baisse. Progres-

« Il faut renforcer les réseaux de froid, rénover les lieux accueillant du public, climatiser les transports publics : des chantiers que les villes ne pourront pas assumer seules. »

sivement, pendant la décennie 2010, de timides initiatives ont vu le jour, comme lorsque la ville de Paris s'est dotée en 2015 d'une stratégie d'adaptation. En 2020, la question a émergé : lors des élections municipales, dans les grandes villes, la plupart des candidats ont multiplié les promesses de plantation d'arbres.

« Il a fallu vraiment attendre la canicule de juin en 2019 et le report du brevet des collèges pour qu'il y ait un choc sur la question des vagues de chaleur », poursuit Magali Reghezza-Zitt. Ont suivi la crise du Covid et la publication de plusieurs rapports du Giec. En Eu-

rope, l'été 2022 a été le deuxième plus chaud enregistré en France. Résultat de tous ces facteurs, pour la chercheuse « la question de la chaleur en ville a enfin émergé ».

Difficile de tirer un bilan global des politiques mises en œuvre. Végétalisation, débitumisation des rues ou des cours d'écoles, adaptation des bâtiments, mise à disposition de fontaines, ombrières... Toutes les grandes métropoles mettent désormais en place des politiques sur le sujet, plus ou moins ambitieuses. « Il y a eu une montée en puissance progressive de l'expertise des architectes, des urbanistes et collectivités sur le sujet, explique Yves Richard, professeur de géographie à l'université de Bourgogne. Et des programmes très intéressants localement, d'écoquartiers, de végétalisation ou de débitumisation des cours d'école. » Avec un bémol : « Si l'on observe les images satellites des métropoles, on voit aussi que les espaces verts se réduisent et que l'artificialisation progresse. »

Des erreurs ont aussi été commises : « Pendant longtemps, on a construit des tours en verre ou fait des rénovations thermiques de logements sans prendre en compte le confort d'été », rappelle Alexandre Florentin, conseiller écologiste de Paris et président d'une mission sur l'adaptation de Paris aux vagues de chaleur. Résultat : des logements mieux isolés l'hiver, mais devenus de véritables bouilloires en juin à août. L'obligation de prendre en compte la température d'été dans la construction neuve n'est entrée en vigueur qu'en 2022. Que faire, donc ? Le Haut Conseil pour le climat exhorte l'État à planifier une politique d'adaptation d'ampleur à l'échelle nationale. « L'adaptation au changement climatique nécessite des choix politiques, un cadre juridique et des moyens financiers extrêmement importants », précise Magali Reghezza-Zitt. Il faut renforcer les réseaux de froid, rénover les lieux accueillant du public, climatiser les transports publics : des chantiers colossaux que les villes ne pourront pas assumer seules. »

Alors que le gouvernement prépare actuellement sa prochaine stratégie nationale d'adaptation, cette spécialiste insiste sur la nécessité d'opérer une véritable transformation de nos sociétés : « Planter des arbres ou mettre des ombrières est utile, affirme la chercheuse. Mais on continue de poser le débat en matière de réponses techniques, alors qu'il faut aussi traiter les causes premières des vulnérabilités, comme le mal-logement. » Et ce alors qu'une ville comme Paris pourrait connaître des pics à 50 °C l'été avant 2050.

Camille Richir

## repères

### Un risque croissant pour les populations

La France a subi en moyenne 9,4 jours de vague de chaleur par an sur la dernière décennie, contre 1,7 par an avant 1989. En raison du réchauffement climatique, la France pourrait connaître 5 à 15 jours de canicule en plus chaque année à l'horizon 2030 par rapport à 1976, d'après Météo France.